

A l'attention de Monsieur le Secrétaire Général
Rue de la Loi/Wetstraat 200
B-1049 Bruxelles
e-mail : sg-plaintes@cec.eu.int

Plainte

Devant la commission des communautés européennes pour non-respect du droit communautaire

Nom du plaignant :

Nationalité :

Adresse ou siège social :

Téléphone/télocopie/e-mail :

Etat-membre, organisme ou entreprise n'ayant pas respecté le droit communautaire :

Gouvernement espagnol, Ministère de l'environnement, Ministère des travaux publics, autorité portuaire de Santa Cruz de Tenerife, Gouvernement des îles Canaries, Conseil de politique territoriale et environnemental.

Fait incriminé et préjudice éventuel subi :

Par le présent formulaire, j'adhère aux plaintes présentées devant la Commission européenne par les collectifs associatifs et universitaires de l'île de Tenerife (département des facultés de pharmacie et de biologie de l'université de La Laguna, Plateforme du sud, Fédération écologiste des Canaries Ben Magec, TEA, ATAN) contre le projet de construction du port industriel de Granadilla de Abona à Tenerife, pour manquement à la norme communautaire. Je m'oppose à l'altération et à la disparition, financés par le FEDER (Fonds européen de développement régional), des espaces naturels protégés ; des habitats Red Natura 2000 ; des espèces protégées par la Directive 92/43/CEE ; de plus de 5 kilomètres de côte et de plusieurs gisements archéologiques, qui seront causés lors de la réalisation de ce projet.

Dispositions du droit communautaire (traités, règlements, directives...) que le plaignant estime enfreints par l'État membre en question :

Directive 92/43/CEE du Conseil, du 22 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ; Directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Confidentialité

- J'accepte que la Commission dévoile mon identité lors des démarches auprès des autorités de l'État membre visé par la plainte¹
- Je ne souhaite pas que la Commission dévoile mon identité lors des démarches auprès des autorités de l'État membre visé par la plainte¹

¹ Cocher la case correspondante